

raient être réhabilités au Nord et conquis au Sud dans les basses terres.

La réserve avec laquelle les Éthiopiens ont accueilli les concessions montre que le pouvoir ne peut plus commettre de fautes ; il

n'a été sauvé que par les erreurs de ses adversaires et il est en sur-sis. L'a-t-il compris ? Il gagnera son pari si les exilés reviennent.

Alain Gascon

Le *United Democratic Front* en Afrique du Sud : un mouvement de transition ?

QUELQUES jours seulement après la légalisation de l'*African National Congress*, plusieurs composantes de l'UDF annoncèrent leur intention de le rejoindre. Roger Malekana, secrétaire-général du SAYCO (*South African Youth Congress*), la « branche » la plus importante de l'UDF, déclara que son organisation allait se dissoudre pour adhérer à l'ANC. Casim Salojce, président du TIC (*Transvaal Indian Congress*), l'un des mouvements politiques les plus anciens de l'Afrique du Sud et l'un des pères-fondateurs de l'UDF, pensa également que le TIC allait disparaître : « Le TIC a toujours

ne pas précipiter les choses en attendant des consultations plus sérieuses. Une fusion leur semblait prématurée, d'une part parce que l'ANC n'avait pas abandonné la lutte armée — alors que l'UDF s'était toujours dit non-violent — d'autre part à cause d'un certain nombre de problèmes d'organisation qui restent à régler. L'ANC se base sur le principe de l'adhésion individuelle, alors que l'UDF sert de parapluie à des centaines d'associations aussi diverses que la *Johannesburg Scooter Drivers Association*, la *Northern Natal Darts Union*, le *Congress of South African Students* et la *Soweto Civic Associa-*

alliés : « *Nous adhérons aux mêmes principes et nous avons les mêmes objectifs. Dans la plupart des cas, nos membres sont les mêmes (2).* »

Ces réactions à la légalisation de l'ANC posent quelques questions sur la nature de l'UDF : l'« électorat » de l'ANC et celui de l'UDF sont-ils identiques au point où l'UDF pourrait rejoindre l'ANC sans perdre en route une partie de

que la vieille garde des idéologues de l'apartheid était obsédée par le maintien de la pureté blanche. Les technocrates allèrent alors à la recherche de nouveaux partenaires prêts à se laisser tenter par des concessions politiques limitées.

L'UDF a été créé en 1983 dans le but de coordonner l'opposition contre la nouvelle constitution qui accorda le droit de vote aux « Métis » (Coloured) et aux

lois Koornhof, et qu'il pouvait donc faire l'impasse sur des différences de classe, d'idéologie ou d'objectifs. Cette déclaration présente l'UDF comme une organisation à vocation communautaire.

seillèrent d'adhérer à la *Freedom Charter* de l'ANC, et jusqu'à aujourd'hui, il a su maintenir le dialogue avec *Black Consciousness* et les rivaux « Africanistes » de l'ANC.

roucher des adhérents potentiels qui, craignant la répression gouvernementale, auraient hésité à rejoindre un mouvement ouvertement « chartiste ». Pour montrer l'efficacité de cette tactique, Sisulu cite la *Conference for a Democratic Future* qui s'est tenue à Johannesburg en décembre 1989 et à laquelle a participé un éventail encore plus large d'associations que lors de la conférence de lancement de l'UDF en 1983. La conférence de 1989 réunissait, en effet, des délégations UDF, des syndicalistes et des représentants de la nébuleuse BC mais le but proclamé de « l'union dans l'action », se révéla insaisissable : sur plusieurs points importants, aucun consensus ne se dégagait.

Alors que l'UDF pouvait représenter différentes choses pour les divers dirigeants nationaux, il pouvait être perçu différemment encore à la base. Pour George Moilola, le secrétaire de la *Kagiso Residents Organisation*, une association civique du Witwatersrand, l'UDF se présentait comme un organisme coordinateur, une sorte de « société de services » pour les associations civiques. Ce n'est que plus tard que lui-même et ses collègues s'aperçurent que l'UDF était conçu comme une organisation politique nationale (5).

tion BC ou « africaniste » continuaient à se tenir à l'écart, comme les Trotskistes du Cap ou le *Unity Movement*. Leur critique visait le caractère « populiste » du Front qui, à cause de sa composition multi-classes, serait incapable de défendre les intérêts des travailleurs ; ils s'opposaient également à la participation des Blancs et à la cohabitation avec des organisations ethniques, telles que les Congrès indiens du Natal et du Transvaal.

Du fait même de son esprit d'ouverture, l'UDF aspirait à l'hégémonie. Cette tendance s'affirma au cours des années, mais son *Programme d'action* de 1983 définissait déjà comme l'une de ses tâches à venir « l'établissement de l'UDF comme le seul front représentatif de tous les secteurs de notre peuple » et « la mobilisation de toutes les organisations et de toutes les communautés au sein de l'UDF ». Quatre ans plus tard, l'UDF affirma que « *par sa ligne politique correcte (il) est devenu le seul foyer véritable pour tous ceux qui, dans le mouvement d'opposition légal, sont partisans d'un changement authentique* » (6).

La lutte contre l'apartheid est couramment présentée comme le dénominateur commun d'un éventail très large d'alliés, mais il est clair aussi que pour de nombreux

rôle d'avant-garde de la classe ouvrière.

La conférence de lancement de l'UDF passa, par exemple, des heures à se demander si la déclaration devait faire mention des problèmes rencontrés par les commerçants à la suite des nouvelles lois constitutionnelles ; finalement, la déclaration ne mentionna pas ce point, mais l'UDF reconnut, par contre, « le rôle dirigeant de la classe ouvrière ».

La « *lutte démocratique de masse* », affirme un document de travail de l'UDF plus récent, a pour but de « *ramener à elle tous les démocrates sud-africains opprimés, sous la direction du peuple africain et de la classe ouvrière. Aucun de ces objectifs n'a encore été réalisé de façon satisfaisante, mais ce genre de combat représente une tentative de fondre les deux tendances du mouvement de libération sud-africain le combat national (pour que le peuple puisse gouverner le pays), et la lutte des travailleurs pour le socialisme* » (7). L'UDF espérait sans aucun doute pouvoir séduire les mouvements syndicaux, mais la plupart des syndicats importants n'ont pas pu être persuadés de s'abriter sous le parapluie de l'UDF. Celle-ci comprend notamment des associations civiques, des organisations de jeunes et d'étudiants, et des groupes de femmes, avec des variantes régionales. Mais malgré quelques frictions, l'UDF a su développer des relations de coopération avec le monde syndical, surtout après la fondation de la fédération syndicale COSATU.

Plus que ses prédécesseurs, celle-ci penchait en faveur d'actions ouvertement politiques. Après la mesure gouvernementale de février 1988 déclarant l'UDF une « *restricted organisation* » (ce qui rendait

illégales toutes ses activités), une alliance nouvelle se développa au sein d'une organisation encore plus fluide, le *Mass Democratic Movement* dont l'UDF et la COSATU forment le noyau. Mais malgré les hommages au rôle dirigeant de la classe ouvrière, ce sont les jeunes qui ont fourni les troupes de choc de la révolte populaire, aussi bien dans les soulèvements urbains que ruraux.

Un document de travail interne de l'UDF, consacré à la question de savoir comment « les masses » peuvent devenir des participants actifs à la lutte et assumer leur rôle de « forces historiques effectives du changement », affirme que dans les circonstances actuelles, le front est le type le plus approprié d'organisation politique. Un front est une alliance lâche avec un programme large pouvant attirer le plus de personnes et d'organisations possibles pour une campagne à objectif unique clairement définie : la lutte contre la nouvelle constitution. « *Nous devons continuer jusqu'à atteindre notre but d'un peuple bien organisé capable de faire pencher la balance des forces politiques en notre faveur* ». Une fois réalisées la cohésion idéologique et la discipline organisationnelle, les « forces progressistes » au sein du front pourraient alors envisager sa transformation en organisation politique unifiée (8). Dans ce document, l'UDF est perçu comme une structure de transition, une « étape sur le chemin de la lutte héroïque » jusqu'à la réalisation d'une organisation d'un niveau plus élevé.

(7) UNF Update, discussion paper n° 1, 10 octobre 1985.

(8) « The United Front, why Did we Form it? And how Appropriate is it Today? » n.d.

informels » (10). Lekota fut condamné à 12 ans de prison pour trahison, mais acquitté en appel. Deux mois après la légalisation de l'ANC, il fut nommé représentant de cette organisation pour le Natal du Sud. La transition de *Black Consciousness* vers le « chartérisme » s'était déjà dessinée avant l'apparition de l'UDF. Mais l'UDF a servi par la suite de demeure politique à beau-

coup de militants de la génération BC des années 1970 qui, au début de la décennie 1980, commencèrent à explorer d'autres voies.

Quand l'ANC, en avril 1990, commença à nommer des gens des-

tes des années 1980, il a servi de creuset au sein duquel toutes sortes de revendications nationales et locales ont fusionné pour se transformer en défi sans précédent pour l'État de l'*apartheid*. Utilisant avec discernement les médias sud-africains et internationaux, mettant en œuvre une politique de relations publiques sophistiquée, se servant de ses meetings de masse, de ses

campagnes et de ses boycotts, l'UDF a gagné la bataille sur le terrain de la propagande. Reste à savoir si sa direction a gardé le contact avec la base. De toute façon, l'UDF a très fortement con-